

Regain de tensions entre Paris et Ankara au sujet de la Libye et de Chypre

Les relations entre le président français E.Macron et son homologue R.T Erdogan étaient déjà bien peu diplomatiques ces derniers mois, tant au sujet de l'intervention turque dans le nord de la Syrie que de la politique de fait accompli que tente de mettre en oeuvre les autorités ottomanes autour de l'immense gisement gazier découvert à proximité de Chypre, et qui dépend de la partie indépendante de l'île membre de l'Union européenne. Mais ces derniers jours, les tensions ont franchi une nouvelle étape, lorsque le président français a ouvertement accusé R.T Erdogan de ne pas respecter ses engagements en Libye, en alimentant le conflit en mercenaires prélevés des effectifs des milices pro-turques en Syrie.

Au cours des derniers mois, Paris et Ankara se sont confrontées sur plusieurs dossiers. Déjà en mars 2018, la France s'opposant à une intervention turque dans le nord de la Syrie afin de protéger ses alliés Kurdes du YPG, [les autorités turques avaient publiées les positions des forces spéciales françaises](#) déployées dans la zone, faisant peser un regain de risques sur ces forces et provoquant la colère des autorités françaises. Mais c'est [l'intervention des forces armées turques contre ces mêmes alliés des français du YPG dans le nord de la Syrie](#), consécutive du retrait des forces américaines annoncé par D.Trump, qui mit réellement le feu aux poudres, même si plusieurs déclarations du président Turc avaient déjà suscité l'agacement des autorités françaises. Lors du sommet de l'OTAN de décembre 2019, [E.Macron critiqua ouvertement l'alliance](#) pour ne pas prendre des mesures contre la Turquie alors que celle-ci avait acquis des systèmes S-400 de défense antiaérienne de facture russe. Ce à quoi le président Erdogan répliqua par des attaques Ad Hominem contre le président français et son épouse, ce qui entraîna la convocation de l'ambassadeur turc à Paris.



Un navire de forage turc escorté par une frégate turque en juillet 2019, dans la zone revendiquée par Ankara

Au delà du dossier Syrien, Paris et Ankara sont opposées dans deux dossiers bien plus problématiques. En Libye, d'abord, où Ankara apporte un soutien militaire de plus en plus appuyé aux forces du Gouvernement d'Union Nationale ou GNA de Fayez el-Sarraj à Tripoli, avec envois de blindés et d'hommes, notamment depuis le quitus donné par le parlement pour déployer des troupes régulières turques en début d'année 2020. Ce gouvernement est soutenu par la communauté internationale, et est reconnu par les Nations Unies. Mais l'Arabie saoudite, les Emirats Arabes Unis et l'Egypte soutiennent, pour leur part, les forces du maréchal Haftar commandant les Forces Nationales Libyennes. Le conflit sous forme de guerre civile entre ces deux factions dure depuis deux ans, avec un avantage militaire du côté des FNL.

Le soutien turc n'est évidemment pas dénué d'intérêts, le GNA ayant accordé à la Turquie des concessions extraterritoriales en Méditerranée sur [des zones contestées par la Grèce et Chypre](#). Or, cette zone est également riche en hydrocarbure, alors même qu'à plusieurs reprises, des navires de forage turcs escortés de bâtiments de combat effectuèrent des forages ces derniers mois dans la zone économique exclusive chypriote. Ankara estime en effet que les réserves d'hydrocarbures découvertes à proximité de l'île appartiennent conjointement à la partie indépendante de Chypre, et à la Turquie.



Paris et Athènes négocient pour la commande de 2+2 frégates de défense et d'intervention FDI pour la Marine Hellénique

Le Président E. Macron a visiblement décidé de mettre fin à tout cela. Conjointement à [la condamnation publique de l'envoi de 1500 à 2000 mercenaires turco-syriens](#) et de matériels militaires lourds en Libye par la Marine Turque, le président français a également annoncé le déploiement de forces navales françaises en Méditerranée orientale, pour [s'opposer si besoin à la politique de fait accompli d'Ankara](#), et apporter un soutien bien visible à Athènes dans la confrontation en cours. Dans le même registre, Paris a annoncé le renforcement de la coopération militaire avec Athènes,

dans le domaine naval comme terrestre. Ces déclarations auront évidemment satisfait le premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis en visite à Paris lors de la prise de parole du président. La position de fermeté française vis-à-vis d'Ankara en Méditerranée Orientale et en Libye sera également probablement bien reçue au Caire, le président Al-Sissi ayant récemment ordonné la tenue d'[un vaste exercice militaire "Qadir 2020" à proximité de la frontière Libyenne](#), une démonstration de force destinée évidemment à envoyer un message à Ankara.

Reste que le dossier turco-libyen est [un véritable imbroglio diplomatique](#). Ainsi, le Qatar soutient ouvertement le GNA, de même que l'Italie, qui garde une importante empreinte autour de Tripoli. La Russie, portant proche de la Turquie en Syrie, soutiendrait l'ANL du maréchal Haftar, même si officiellement, sa position est sensée être neutre. Quand à la position de la France, elle reste ambiguë. Officiellement, Paris soutient le GNA reconnu par la communauté internationale. Mais les autorités françaises craignent que ce gouvernement ne serve des intérêts internationaux, notamment ceux de la Turquie, avec à terme un risque pour la stabilité en Méditerranée et en zone sud-saharienne où elle reste massivement engagée pour lutter contre le terrorisme islamique. En outre, elle maintiendrait des canaux de communication étroits avec le maréchal Haftar, laissant penser à certains observateurs qu'officieusement, la France soutiendrait bien davantage ce dernier que sa position officielle ne le laisse croire.



Le Porte-avions nucléaire français Charles de Gaulle effectuera une halte dans le port chypriote de Limassol en février 2020 pour marquer le rapprochement franco-grec

Quoiqu'il en soit, le rapprochement militaire entre Paris et Athènes va bénéficier d'un symbole de poids en février, [le porte-avions nucléaire français Charles de Gaulle devant effectuer une halte au port de Limassol](#), à Chypre, dans le cadre de la Mission Foch. Ce sera l'occasion pour la France d'afficher sa détermination envers l'intégrité territoriale de l'Ile, et de mettre en avant le rapprochement en cours entre la France et

la Grèce. Les autorités grecques et françaises sont, par ailleurs, engagées dans une importante négociation portant sur l'[acquisition de 2 Frégates françaises FDI](#), avec 2 unités supplémentaires en option, dans un standard identique à celui de la Marine Nationale.